

Algérie : Nous faisons grève pour la dignité

16 juin 2021

Une puissante vague de luttes ouvrières a secoué l'Algérie ces dernières semaines. Shelagh Smith a enquêté sur la façon dont les batailles sur les lieux de travail ont évolué parallèlement au mouvement de protestation du Hirak.

Plus de deux ans après l'éclatement du mouvement de protestation du Hirak en Algérie contre un cinquième mandat du président Bouteflika et du régime qui dirige l'Algérie depuis l'indépendance en 1962, la lutte continue. L'épidémie de coronavirus de 2020 a fait ce que les appareils répressifs de la police et de l'armée n'ont pas pu faire : elle a chassé de la rue les manifestations bi-hebdomadaires. Le président Tebboune a été élu en décembre 2019 malgré un taux d'abstention de plus de 60 %. Son référendum sur la réforme constitutionnelle organisé en pleine crise sanitaire a connu un taux d'abstention de 77 %. *"Ni les élections présidentielles ni le référendum n'ont réussi à résoudre le problème de la démocratie ou de la légitimité. Ces élections ne feront qu'aggraver la crise"*, a déclaré Mustapha Bouchachi, avocat chevronné et militant des droits de l'homme.

En effet, la répression s'est intensifiée contre le mouvement populaire, le Hirak, qui est retourné dans les rues le 22 février, jour de son deuxième anniversaire, bien que les effectifs soient réduits par rapport à l'époque pré-Covid. Le régime a libéré une quarantaine de prisonniers d'opinion le 22 février, dans le but de préparer le terrain pour sa feuille de route. Mais lorsque les manifestations ont repris, des dizaines de militant·es ont été arrêté·es. Il y a eu de nombreuses arrestations, de longues peines de prison, des brutalités et des harcèlements sexuels à l'encontre des manifestant·es, le plus récent étant celui d'un garçon de 15 ans, Saïd Chetouane. Fin avril, il y avait 72 détenu·es politiques, selon le CNLD (Comité national pour la libération des détenus). La fin de la marche à Alger le 30 avril a été accueillie par une répression brutale, tout comme celle subie par les manifestant·es à Oran, Tiaret et Annaba ces dernières semaines. La plupart des personnes arrêtées lors des marches sont libérées peu après, mais beaucoup sont maintenues en détention préventive. 23 manifestant·es arrêté·es le 3 avril ont entamé une grève de la faim depuis lors et refusent d'abandonner. Un collectif de plusieurs organisations de défense des droits de l'homme a lancé une lettre ouverte à l'opinion nationale et internationale sur leur cas "avant qu'il ne soit trop tard". Elles affirment que *"leur détention constitue une atteinte au principe fondamental consacré par la Constitution et les textes relatifs aux droits de l'homme ratifiés par l'Algérie, à savoir la liberté d'expression et de manifestation pacifique."*

Parallèlement, les conflits sociaux et les grèves se sont multipliés depuis le mois d'avril, dans un contexte de crise économique et sociale. Les principaux points litigieux sont les augmentations de salaire, le paiement des arriérés de salaire, la protection des emplois, le respect des droits syndicaux et la retraite après 32 ans de service. Un exemple de ce renouveau de la lutte ouvrière est la grève qui dure depuis 10 mois chez Numilog à Bejaïa, qui fait partie du groupe Cevital appartenant à l'oligarque Issad Rebrab. 196 travailleur·uses sont toujours licencié·es, malgré 13 décisions de justice en faveur de leur réintégration et du respect du droit syndical. Les grévistes sont confronté·es à la répression policière et au manque de soutien de la direction du syndicat UGTA. En pleine crise économique, des dizaines de familles sont sans salaire depuis plusieurs mois. Malgré cela, elles continuent à organiser des sit-in et des marches.

Le 7 avril, une grève nationale a été organisée par les travailleur·uses de la santé qui n'ont assuré qu'un service minimum. Le taux de participation a été variable mais a atteint plus de 90 % dans certains hôpitaux. Les syndicats réclament des salaires décents et rappellent que 220 agent·es de santé sont mort·es pendant la crise, dont 176 médecins. Le président du

SNPSP (Syndicat national des praticiens de la santé publique) a déclaré : "Nous voulons des solutions réelles et radicales. Assez des solutions de circonstance. Nous voulons des salaires de subsistance dignes d'une armée de blouses blanches".

Le président du SNECHU (Syndicat national des enseignants, chercheurs et universitaires hospitaliers) a ajouté : *"Nous faisons campagne pour la dignité depuis des années. Nous avons eu des promesses d'une dizaine de ministres sans aucun changement réel. Aujourd'hui, nous disons 'non' pour la énième fois. Nous sommes prêts à aller bien au-delà d'une seule journée de protestation. Ne vous attendez pas à ce que nous restions silencieux tant que nos demandes ne seront pas satisfaites."*

En plus de meilleurs salaires, les syndicats demandent la création d'un service public pour le secteur de la santé, le respect des promesses du président Tebboune concernant les primes Covid qui n'ont toujours pas été versées, et la reconnaissance du Covid comme maladie professionnelle. Le président du SAP (Syndicat national des paramédicaux) a déclaré que les agent-es de santé ont été confrontés à la même situation que les soldats et que certain-es ont laissé leur vie dans l'arène de la lutte contre le virus, et leurs enfants se retrouvent sans ressource.

Une grève des enseignant-es à Oran à la mi-avril s'est étendue à tout le pays pour devenir un large mouvement. Dans certaines régions, comme à Sétif, ce mouvement est indépendant des syndicats, dont certain-es enseignant-es estiment qu'ils ne défendent pas leurs intérêts. La grève est illimitée, les classes sont fermées, et certains administrateurs s'y joignent. Fin avril, des centaines de travailleur-uses de l'éducation ont assiégé la Direction de l'éducation pour exprimer leur détermination à poursuivre le "combat pour la dignité". Ils et elles ont menacé de boycotter les futurs examens si leurs revendications n'étaient pas satisfaites. *"Trop de promesses non tenues, trop de mépris de la part des autorités !"* a déclaré un enseignant pour expliquer la persistance du mouvement. Pour les manifestant-es, c'est tout le système éducatif qui doit changer pour rétablir le respect, et donner aux élèves l'accès à une éducation de qualité. Leurs revendications portent notamment sur l'augmentation du salaire de base, avec le versement des salaires à temps. Mais ils réclament également la révision des programmes scolaires et du contenu des manuels scolaires. De nombreux enseignant-es, notamment les contractuel-les, se sentent traité-es avec mépris, d'où l'appel à la dignité, et la demande de postes permanents. Fin avril, trois syndicats de l'éducation ont appelé à une grève nationale d'un jour : SATEF, UNPEF et CELA. "Il faut s'attendre à d'autres grèves. Nous n'en avons pas fini", a menacé le secrétaire général du Conseil des lycées d'Algérie (CLA). *"Le secteur est en ébullition depuis deux semaines, caractérisé par des grèves et des rassemblements de différents syndicats sans que personne s'en inquiète. La coupe est pleine et les travailleur-uses de l'éducation n'en peuvent plus. Ils et elles sont au bord de l'explosion et tout le monde a été prévenu."*

En avril, le SAFI (syndicat autonome des fonctionnaires des impôts) a organisé deux grèves, en raison de leurs salaires misérables et de leurs conditions de travail déplorables. Pour la deuxième fois, les agents de contrôle commercial et de lutte contre la fraude du SNTC (Syndicat national des travailleur-uses du ministère du Commerce), affilié à la centrale UGTA, ont organisé une grève nationale de quatre jours en avril, provoquant un blocage des marchandises dans les ports et les aéroports.

Le 25 avril, des centaines de pompiers ont fait grève et organisé des sit-in dans leurs différentes casernes. La protestation avait débuté à El-Herrach le 18 avril, puis s'était étendue à toutes les villes une semaine plus tard. Plus de 800 pompiers et agents de la protection civile ont répondu à l'appel à la grève lancé par leurs collègues *"de manière indépendante et non par l'intermédiaire d'un syndicat"*, selon les grévistes sur les médias sociaux. Ils réclament une augmentation de leur très faible salaire de base, une compensation financière pour les 80 heures travaillées par semaine et une prime Covid, comme c'est le cas dans le corps médical.

Puis, le 2 mai, un millier de pompiers ont manifesté à Alger dans le cadre d'une "marche pour la dignité". Ils ont été accueillis par un mur de policiers anti-émeute, des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc. Ils ont réussi à atteindre leur caserne, où ils ont refusé toute négociation jusqu'à la libération d'un de leurs collègues. Ils ont également exigé la réintégration de 36 collègues licenciés, ainsi que des primes Covid antidatées. Le ministre de l'Intérieur les a accusés de déstabiliser le pays.

Neuf sections syndicales affiliées au bureau régional du SNAPAP, le Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique, ont appelé à une journée de protestation le 6 mai contre l'insécurité et la mauvaise gestion dont souffrent les travailleur·uses, enseignant·s et étudiant·s de l'université Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou. Le personnel technique du syndicat ATS a fait grève pendant près d'un mois, le rectorat a été bloqué pendant deux mois par les étudiant·es, la plupart des départements de l'université ont été paralysés, et pourtant l'université prétend que tout va bien. Plusieurs mois après le début du mouvement de grève, le SNAPAP appelle maintenant au départ du recteur de l'université.

Les postier·es ont entamé leur mouvement de protestation le 12 avril dernier. Malgré les menaces de la direction de la Poste de licencier tous ceux qui poursuivent la grève, les postier·es restent déterminé·es à "arracher leurs droits" et à "éliminer les injustices." Même si la grève a débuté sur la base d'appels lancés sur les réseaux sociaux, et non d'un syndicat, la mobilisation a été croissante et importante.

D'autres grèves ont eu lieu par les travailleur·uses du port d'Alger, les travailleur·uses de la BASP et de la SONATRACH (secteur pétrolier) ainsi que les travailleur·uses de la construction, du textile, des véhicules industriels, du bâtiment et des universités. À cela s'ajoutent les luttes contre le chômage, en particulier dans le sud du pays, et sur la question du logement et d'autres problèmes. L'absence d'une lutte unifiée du mouvement ouvrier, des mouvements sociaux et du Hirak a permis au régime d'utiliser la répression contre les militant·es et les journalistes, souvent sous le prétexte qu'ils et elles attaquent "l'unité nationale" et la "sécurité de l'État".

Un appel a été lancé en mars à Bejaia pour la création d'un comité national de défense du secteur public, des entreprises publiques, de l'emploi, des acquis des travailleur·uses et des acquis sociaux de l'indépendance, par le CST (Comité de solidarité des travailleur·uses), qui regroupe des militants ouvriers de plusieurs syndicats. Le CST souligne que les offensives du gouvernement se sont multipliées depuis les dégâts infligés par la pandémie de Covid-19 : des milliers d'entreprises ont fermé, des centaines de milliers de travailleur·uses ont été licencié·es ou laissé·es sans salaire pendant plusieurs mois. La liste est longue : ENIEM (fabricant de matériel électrique), une entreprise publique à Tizi-Ouzou ; ENAD à Bouira (fabricant de détergents et de produits d'entretien) où des travailleur·uses ont menacé de se suicider en février ; NUMILOG, une filiale de CEVITAL (transport de marchandises) ; l'entreprise portuaire EPB à Bejaia, la briqueterie SOMACOB à Seddouk, l'aciérie El-Hadjar à Annaba, la verrerie Africaver à Jijel, l'usine Renault à Oran et l'usine d'électroménager Brandt à Sétif, où les travailleur·uses se battent pour le maintien de leur activité et de leur emploi.

Le CST indique également que le gouvernement a l'intention de privatiser les banques publiques, de "réformer" et de privatiser le secteur industriel public. Il a annoncé la fin des subventions de l'État pour les produits de première nécessité et pour la santé, l'éducation, les universités, l'eau, les transports, le logement, le carburant, etc. qui constituent la base du caractère social de l'État algérien. Cela aggravera encore la situation déjà précaire des travailleur·uses et de leurs familles.

We strike for dignity: Algerian workers in revolt

June 16th, 2021

A powerful wave of workers' struggles has rocked Algeria in recent weeks. Shelagh Smith investigates how battles in the workplaces have evolved alongside the Hirak protest movement.

More than two years since the Hirak protest movement erupted in Algeria against a fifth mandate for President Bouteflika and the regime which has ruled Algeria since independence in 1962, the struggle continues. The coronavirus epidemic of 2020 did what the repressive police and military apparatus couldn't – it forced the twice-weekly protests from the streets.

President Tebboune was elected in December 2019 despite an abstention rate of over 60 percent. His referendum on Constitutional reform organised in the midst of the health crisis had an abstention rate of 77 percent. Now the regime is trying to gain legitimacy through talks with leaders of pro-regime, liberal and Islamic parties in advance of legislative elections on 12 June, which it is claimed will usher in a government of national unity. *“Neither the presidential elections nor the referendum failed to solve the problem of democracy or legitimacy. These elections will only worsen the crisis”* said the veteran lawyer and human rights activist Mustapha Bouchachi.

Indeed, repression has increased against the popular movement the Hirak, which returned to the streets on 22 February, its second anniversary, although the numbers are reduced from pre-Covid times. The regime released around 40 prisoners of conscience on 22 February, with the aim of preparing the ground for its roadmap. But as protests resumed, dozens of activists were detained.

There have been many arrests, long prison sentences, brutality and sexual harassment of demonstrators, the most recent being of a 15-year-old boy Saïd Chetouane. At the end of April there were 72 political detainees, according to the CNLD (National Committee for the Liberation of Detainees).

The end of the march in Algiers on 30 April was met with brutal repression, just like that suffered by the demonstrators in Oran, Tiaret and Annaba in recent weeks.

Most of those arrested on the marches are released soon afterwards, but many are kept in preventive detention. 23 demonstrators arrested on 3 April have been on hunger strike since then and refuse to give up.

A collective of several human rights organisations has launched an open letter to national and international opinion on their case “before it is too late.” They affirm that *“their detention is an attack on the fundamental principle enshrined in the Constitution and the human rights texts ratified by Algeria, namely, freedom of expression and peaceful demonstration.”*

At the same time there has been a springtime of industrial disputes and strikes since April, against a background of social and economic crisis. The main issues are wage increases, payment of wage arrears, the protection of jobs, respect for union rights and retirement after 32 years of service.

A beacon of this revival of workers struggle is the 10-month-long strike at Numilog in Bejaïa, part of the Cevital group owned by oligarch Issad Rebrab. 196 workers remain sacked, despite 13 court decisions in favour of their reinstatement and respect for the right to organise. The strikers face police repression and lack of support from the leadership of the UGTA union. Dozens of families have been without pay for several months in the midst of the economic crisis. Despite this they continue to organise sit-ins and marches.

On 7 April there was a nationwide strike by health workers who provided only a minimum service. The turnout varied but reached over 90 percent in some hospitals. Unions are demanding decent salaries, and pointed out that 220 health workers had died during the

crisis, of whom 176 were doctors. The president of the SNPSP (National Union of Public Health Practitioners) said: *“We want real and radical solutions. Enough of the ad hoc solutions. We need living wages worthy of the White Army”*.

The president of the SNECHU (National Union of Teachers, Researchers and Hospital Academics) added: *“We have been campaigning for dignity for years. We had pledges from a dozen ministers without any real change. Today we are saying ‘no’ for the umpteenth time. We are prepared to go far beyond a single day of protest. Do not expect us to be silent until we see our demands met.”* *“We are prepared to go far beyond a single day of protest. Do not expect us to be silent until we see our demands met.”*

In addition to better salaries, the unions are demanding the creation of a public service for the health sector, the fulfillment of President Tebboune’s promises of Covid bonuses which have still not been paid, and recognition of Covid as an occupational disease. The president of SAP (National Paramedics Union) said that health workers faced the situation as soldiers and some left their lives in the arena of the fight against the virus, yet their children are left with no insurance.

A strike by teachers in Oran in mid-April has spread across the country to become a movement. In some areas, such as Setif, this is independent of the trade unions, who some teachers feel are not defending their interests. The strike is open ended, and classes closed, with some administrators joining in. At the end of April, hundreds of education workers besieged the Education Directorate to express their determination to continue the “fight for dignity.” They threatened to boycott future examinations if their demands are not met. *“Too many broken promises, too much contempt from the authorities!”* said a teacher to explain the persistence of the movement.

For the demonstrators, the whole education system must change to restore respect, and give pupils access to a quality education. Their demands include an increase in the basic salary, with wages to be paid on time. But they are also calling for the revision of school curricula and the content of school books. Many teachers, especially contract workers, feel treated with contempt, hence the call for dignity, and for the creation of permanent posts.

At the end of April three education unions called a national one day strike: SATEF, UNPEF and CELA. *“More strikes are to be expected. We are not done yet,”* threatened the general secretary of the Algerian high school council (CLA). *“The sector has been in turmoil for two weeks, characterised by strikes and rallies of different unions without anyone worrying. The cup is full and the education workers can no longer take it. They are on the verge of explosion and everyone has been warned.”*

In April the SAFI (Autonomous union of tax officials) held two strikes, due to their miserable wages and deplorable working conditions.

For the second time, commercial control and anti-fraud officers in the SNTC (National Union of Workers in the Ministry of Commerce), affiliated with the UGTA central, held a four-day nationwide strike in April, causing a blockage of goods at ports and airports.

On 25 April hundreds of firefighters struck and staged sit-ins at their various headquarters. The protest had started in El-Herrach on 18 April and then spread to all cities a week later. More than 800 firefighters and civil protection agents responded to the strike call launched by their colleagues *“independently and not through a union,”* according to strikers on social media. They are demanding an increase in their very low basic salary, financial compensation for the 80 hours worked per week, and a Covid bonus, as is the case in the medical profession.

Then on 2 May one thousand firefighters demonstrated in Algiers in a “march for dignity.” They were met with a wall of riot police, tear gas and rubber bullets. They managed to reach their headquarters, where they refused any negotiation until one of their colleagues

was released. They also demanded the reinstatement of 36 sacked colleagues, and backdated Covid bonuses. The Minister of the Interior accused them of destabilising the country.

Nine union sections affiliated to the regional office of SNAPAP, the National Autonomous Union of Public Administration Staff, called for a day of protest on 6 May against the insecurity and mismanagement suffered by workers, teachers and students at Mouloud Mammeri University in Tizi Ouzou. Technical staff in the ATS union struck for almost a month, the rectorate was closed for two months by students, most departments of the university have been paralysed, and yet the university claims all is well. Several months after the start of the strike movement, SNAPAP is now calling for the rector of the university to go.

Postal workers began their protest movement on April 12. Despite threats from the management of Algeria Post to fire all those who continued the strike, the postal workers remain determined to “wrest back their rights” and “eliminate injustices.” Even though the strike started on the basis of calls launched on social networks, not a trade union, there has been a growing and significant mobilisation.

Other strikes have taken place by port workers in Algiers, workers in BASP and SONATRACH (Petroleum Sector) as well as workers in construction, textiles, industrial vehicles, construction and universities.

A thousand firefighters demonstrated in Algiers in a “march for dignity.” They were met with a wall of riot police, tear gas and rubber bullets.

Added to this are the struggles over unemployment, especially in the south of the country, and over housing and other issues. The absence of a unified struggle of the labour movement, social movements and the Hirak has enabled the regime to use repression against activists and journalists, often under the pretext of attacking “national unity” and “security of the state.”

A call was made in March in Bejaia to establish a national committee in defense of the public sector, public enterprises, jobs, the gains of workers, and the social gains of independence, by the CST (Workers’ Solidarity Committee), which involves worker activists from a number of trade unions. The CST points out that the government’s offensives have augmented since the damage inflicted by the Covid-19 pandemic: thousands of businesses have closed, hundreds of thousands of workers made redundant or left without wages for several months. The list is long:

ENIEM (electrical goods manufacturer), a public company in Tizi-Ouzou; ENAD in Bouira (manufacturer of detergents and cleaning products) where workers threatened mass suicide in February; NUMILOG, a subsidiary of CEVITAL (transport of goods); EPB port company in Bejaia; SOMACOB brickworks in Seddouk; steelworks El-Hadjar in Annaba; Africaver glass company in Jijel; a Renault factory in Oran; and the Brandt home appliance factory in Sétif, whose workers are fighting to maintain their business and their jobs.

The CST also says the government intends to privatise the public banks, to “reform” and to privatise the public industrial sector. It has announced the end of state subsidies for basic necessities and for health, education, universities, water, transport, housing, fuel, etc., which are the basis of the social nature of the Algerian state. This will further worsen the already precarious situation of workers and their families.